

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 14

25^e année • mercredi 6 avril 2022

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



OLIVIER VOGELSANG

Quelque 10 000 personnes ont manifesté samedi dernier dans les rues de Berne en solidarité avec la population ukrainienne. Une mobilisation d'ampleur, qui a réuni non seulement les syndicats et la gauche, mais aussi des partis de droite, des églises et de nombreuses associations. Une syndicaliste s'est adressée à la foule depuis l'Ukraine. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Unis pour diminuer le temps de travail!

Sylviane Herranz

«**A** bas les journées de 14, 16 ou 18 heures de travail!» On ne rêve pas. Ces journées harassantes étaient en cours dans la Suisse de la fin du XIX^e siècle. Ce slogan était inscrit sur une pancarte brandie lors du 1^{er} Mai 1890 à Zurich. Sur le ruban de soie rouge porté par les travailleuses et les travailleurs défilant sur les bords de la Limmat, une autre revendication: «8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de sommeil.» C'était celle des ouvriers de tous les pays qui manifestaient pour la première fois ce jour-là partout en Europe et outre-Atlantique, à l'occasion de la journée internationale des travailleurs. Cette dernière avait été proclamée un an plus tôt par le congrès socialiste international réuni à Paris et la date du 1^{er} Mai choisie en hommage aux ouvriers tués en 1886 lors du massacre de Haymarket à

Chicago, survenu après une gigantesque grève pour la journée de 8 heures. Il y a 132 ans, l'exploitation du travail était extrême en Suisse comme partout ailleurs dans les pays où le capitalisme était en plein essor. C'est par la lutte ouvrière inlassable, par les grèves, les mobilisations que les journées de travail ont été raccourcies, que les semaines de labeur sont passées de sept, à six puis cinq jours. Que les congés payés ont été arrachés aux employeurs. Ces acquis sont le fruit de rapports de force entre des intérêts divergents. En Suisse, la semaine de 48 heures, sur six jours, était l'une des neuf revendications de la grève générale de 1918. Elle a été instaurée l'année suivante dans les fabriques du pays. Samedi prochain, 9 avril, la Grève pour l'avenir, regroupant les jeunes de la Grève pour le climat, des syndicats, dont Unia, des collectifs féministes, appelle à manifester pour exiger une forte réduction du temps de travail sans perte de salaire. «Si nous travaillions massivement moins, nous gagnerions du temps: du temps pour être ensemble, du temps pour la planète, du temps pour s'organiser, du temps pour des activités épanouissantes et qui ont un sens. La surproduction insensée serait stoppée, et l'économie s'orienterait vers le respect de nos besoins réels et des limites planétaires», explique l'appel de la Grève pour l'avenir. Des vœux que l'on ne peut que partager à l'heure où l'intensification du travail, la non-reconnaissance des

salariés, la flexibilisation, apportent leur lot de détresse psychologique, d'épuisement et d'atteinte à la santé physique des salariées et des salariés. A l'heure aussi où le Conseil fédéral et le Parlement veulent faire travailler les femmes une année de plus après une vie marquée de double labeur, entre emploi et soins aux enfants et aux proches. La diminution du temps de travail est un enjeu crucial. Comme le disent les militants de la Grève pour l'avenir, elle permettrait non seulement de disposer de plus de temps libre, mais également de mieux répartir les tâches domestiques entre hommes et femmes et de réduire notre impact sur l'environnement. Reste que tout est à conquérir. D'abord en précisant les revendications: semaine de quatre jours? 32 heures? 28 heures? Et surtout en cherchant les moyens de les imposer, dans les entreprises ou sur le plan législatif. Pour cela, il ne suffit pas de parler de «grève». La grève est un rapport de force, un arrêt du travail productif permettant, si l'employeur refuse le dialogue ou n'abonde pas dans le sens des exigences ouvrières, de faire aboutir des revendications. Pour y parvenir, il est plus que jamais nécessaire de resserrer les rangs sous les drapeaux syndicaux et de lutter ensemble, femmes et hommes, jeunes et moins jeunes, comme ce millier de personnes qui défilaient sur les bords de la Limmat il y a 132 ans, unies pour la journée de 8 heures. ■

PROFIL



Pierre Audétat, chasseur de sons. **PAGE 2**

HÔTELLERIE

Le personnel veut une vie digne. **PAGE 5**

TÉMOIGNAGE

70 ans de syndicalisme au compteur. **PAGE 7**

ALMERIA

Droits des travailleurs agricoles bafoués. **PAGE 9**

Sonya Mermoud

La musique s'est toujours invitée dans l'existence de Pierre Audétat. Enfant, le sympathique Lausannois grandit aux sons d'Oum Kalsoum et de Billie Holiday, les artistes fétiches de sa mère d'origine égypto-américaine. La maisonnée s'emplit aussi des morceaux de piano joués par son père. Et des deux seuls titres connus et interprétés en boucle au clavier par sa maman. «Mais j'aimais bien», sourit l'homme de 54 ans à l'évocation de ce souvenir. L'ambiance familiale donne l'envie au gamin d'alors d'imiter ses parents. À l'âge de six ans, Pierre Audétat entame des cours de piano classique. Quelques années plus tard, le turbulent adolescent, peu enclin à une rigueur trop scolaire, se tourne vers le jazz. Il se forme au côté du pianiste Gérard Le Coat qui lui enseigne aussi la composition et l'improvisation. L'époque est marquée par le mouvement de revendications sociales *Lôzane bouge* et une culture musicale entre punk et rap qui influence le jeune musicien. Fréquentant par la suite différentes écoles, Pierre Audétat n'en termine toutefois aucune. «Je ne possède pas de diplôme. Je suis un autodidacte par nature. J'ai complété mes connaissances en prenant des leçons privées», précise l'artiste qui a intégré plusieurs années durant le fameux groupe Piano Seven. Mais c'est surtout dans l'échantillonnage sonore ou sampling qu'il trouve sa signature. Cette technique, qu'il découvre à l'âge de 18 ans, consiste à récupérer et à enregistrer des sons préexistants en vue d'une réutilisation pour fabriquer un nouveau morceau. Un vaste monde s'ouvre pour le passionné.

PENSÉE ERRANTE

«Je "pique" des sons provenant de toutes sortes de sources, musicales ou non. Un morceau peut en rassembler jusqu'à une centaine. Une sorte de collage dada» explique Pierre Audétat, conscient que la démarche peut sembler éthiquement discutable. Mais il y a la manière – «je prends des extraits très courts» – et le recycleur les mélange avec ses propres compositions. La sélection des sonorités s'opère sur le mode de «la pensée errante». «Je me balade sur YouTube, prête une oreille attentive à l'extérieur... Il n'y a pas de systématique. Je choisis des sons couvrant tout le spectre: graves, aigus, longs, lisses, mélodieux... Je les modèle, comme une terre. L'orchestre, la mélodie, se construisent au fur et à mesure. La base rythmique créée, j'ajoute le piano.» A la clef, des créations propres à susciter des émotions. Et une patte reconnaissable à la façon dont le musicien entrecroque les sons, joue avec les rythmes et crée une belle harmonie. «La démarche se révèle expérimentale mais non le résultat. Rien d'intellectuel ou de contemporain» souligne encore Pierre Audétat, appréciant particulièrement dans ce procédé l'aspect recherche et découverte. «Un champ infini de possibles» note le curieux qui, avec son projet odeta.tv, a franchi un pas supplémentaire. L'artiste, en plus des tonalités collectées sur le mé-

dia social, récupère également les images vidéo qui les accompagnent et les projette lors de concerts. Un support de plus propre à générer étonnement, rire, etc. Ce talent d'échantillonneur, le pianiste l'a exercé dans différents groupes dont celui de hip-hop Silent Majority. Depuis une quinzaine d'années il se produit au côté de Christophe Calpini, batteur. Tous deux pratiquent le *sampling*, formant un duo de musique électronique connu sous l'appellation Stade.

UN PETIT CÔTÉ CAMÉLÉON

Parallèlement, le quinquagénaire crée de la musique pour des fictions, des documentaires, et des pièces de théâtre.

Cette activité contribue à mettre du beurre dans les épinards. «Cette année, j'ai réalisé la bande sonore de trois films présentés à Soleure», note l'indépendant d'une grande sociabilité. Un trait de caractère qui permet à cet optimiste d'être à l'aise avec nombre de personnes différentes. De s'adapter à toutes sortes de situations, de gens, de musiques. Un petit côté caméléon en phase avec sa détestation des conflits et de l'intolérance. «Je n'aime pas les chappelles. Les milieux artistiques élitistes. Il y a tellement de créatifs hors des cercles établis» affirme Pierre Audétat, peu enclin pour autant à se mettre en colère. «Quand je me fâche, c'est surtout contre

moi. Il m'arrive de prendre trop de travail. Du coup je stresse et m'en veux.» Une résultante qui tient peut-être aussi à sa difficulté de choisir... Pour se ressourcer, le passionné écoute volontiers Bill Evans. Son bonheur passe quant à lui par celui de sa fille de vingt ans mais aussi par une acceptation de soi. «Un bon départ... Je suis heureux. Je me supporte. J'ai appris à composer avec mes qualités et défauts.»

LE TEMPS DU MANAGEMENT

Questionné sur ses peurs, Pierre Audétat hésite. Tête baissée, un rien timide, il évoque la guerre. La violence en général. L'intolérance «qui résume tout».



OLIVIER VOGELSANG

Bidouilleur, recycleur, modelleur de sons, le pianiste et compositeur Pierre Audétat compare son approche instrumentale à un collage dada.

CHASSEUR DE SONS

Artiste polyvalent, le pianiste, claviériste et compositeur Pierre Audétat marie les sons avec bonheur. Inventivité, rythme et harmonie sur sa portée

Avant de tirer en corner, recourant à une réponse plus légère, avec la fraîcheur qui le caractérise: «Ne pas avoir de feu... je fume.» Puis rectifiant encore, plus sérieusement: «En tant qu'indépendant, je crains de ne pouvoir un jour plus travailler.» Une réaction qui fait aussi écho à son regard sur la société. «Un monde où l'on manque constamment de temps, où il faut sans cesse viser l'excellence, se montrer efficace, rentable quand la musique nécessite parfois une longue macération. On se trouve dans les années du management.» Pas de quoi le détourner pour autant d'un rêve: «J'aimerais créer un style musical inédit et super beau.» Un espoir ambitieux. Mais Pierre Audétat n'est-il pas déjà l'inventeur, en 2006, de la cloche diatonique? Une étude sur les gammes – on dira plutôt les modes chez les initiés – qui facilite leurs classement et représentation. Le fruit de cette recherche, présentée à l'Université de Yale, a débouché sur un système musical servant aux compositeurs. Une belle consécration pour l'autodidacte polyvalent... ■

LES TRAITS TIRÉS

Ambroise Héritier



10 000 PERSONNES RASSEMBLÉES POUR LA PAIX

Samedi, une large manifestation a réuni des personnes de tous les horizons à Berne en solidarité avec la population ukrainienne

Textes Manon Todesco
Photos Olivier Vogelsang

Malgré une météo hivernale, le rassemblement pour la paix a mobilisé quelque 10 000 personnes le 2 avril à Berne. Orchestrée par l'Union syndicale suisse (USS), cette manifestation, qui a réuni les syndicats, les partis de gauche mais aussi des partis de la droite et du centre, les différentes communautés religieuses et des membres de la société civile tels qu'Amnesty, Solidar ou le Groupe pour une Suisse sans armée, a été un vrai challenge. «Juste après le début de la guerre en Ukraine, on a vu des manifestations se tenir à Berne, Zurich et Genève, assez marquées à gauche avec les partis et les syndicats qu'on a l'habitude de voir battre le pavé», explique Benoît Gaillard, coresponsable de la communication à l'USS. «Pour cette grande manifestation nationale, et c'est relativement nouveau et historique, les syndicats ont contribué de façon importante à organiser quelque chose de beaucoup plus large et à réunir derrière la même bannière des partis et des associations très différents.» Un travail laborieux dans lequel l'USS a joué un rôle intégrateur: «Les syndicats ont l'expérience et ont donc naturellement été un élément important en termes d'organisation et de logistique. Ensuite il a fallu que tout le monde se mette d'accord sur le texte d'un appel, et on y est parvenus.»

REVENDEICATIONS CLAIRES

Au final, cela a été vrai succès, qui atteste que la population est capable de se montrer solidaire et de parler d'une seule et même voix pour des sujets aussi graves que la guerre, qui a plongé les Ukrainiens dans une violence et une détresse inouïes depuis plus d'un mois. Plusieurs grandes revendications communes ont été exprimées lors de la manifestation. D'abord, un cessez-le-feu immédiat et un retrait complet des troupes russes ainsi qu'une enquête internationale sur les crimes de guerre et les violations des droits humains qui ont été commis. La mise en place d'un soutien humanitaire pour les réfugiés, sur place, dans les pays voisins mais aussi chez nous avec un accueil ouvert et non discriminatoire de toutes les personnes réfugiées touchées par la guerre en Ukraine. Par ailleurs, une aide renforcée est demandée pour les femmes sujettes à un risque accru de violences sexuelles.



Des milliers de personnes de tous horizons ont défilé à Berne contre la guerre en Ukraine. Sur la Place fédérale, la responsable syndicale ukrainienne Olesia Briazgunova (au centre en bas) est intervenue en direct depuis Lviv, ville située à l'ouest du pays.

Ensuite, les manifestants ont exigé à l'unisson des sanctions sévères contre le régime de Vladimir Poutine, dont la réduction rapide de notre dépendance au pétrole et au gaz russes. Enfin, la promotion de la paix à l'avenir a été mise en avant, à travers une politique active dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et de la Charte des Nations unies.

TÉMOIGNAGES UKRAINIENS

Parti de la Schützenmatte, le cortège s'est déployé à travers la vieille ville pour finir devant le Palais fédéral, laissant place aux discours. Un moment émouvant lors duquel est intervenue depuis Lviv en visioconférence Olesia Briazgunova, secrétaire internationale de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (lire ci-contre). Ekaterina Glikman, opposante démocratique russe et collaboratrice de la *Novaya Gazeta*, journal russe indépendant qui vient d'annoncer la suspension de ses publications, et

Hannah Perekhoda, Ukrainienne vivant en Suisse, ont également pris la parole. La directrice d'Amnesty Inter-

national Suisse, Alexandra Karle, et la présidente de l'Eglise évangélique réformée, Rita Famos, sont aussi interve-

nues. Une minute de silence à la mémoire des victimes de cette guerre a clôturé les prises de parole. ■

«NOUS AVONS BESOIN DE VOUS!»

La syndicaliste ukrainienne Olesia Briazgunova a dénoncé une guerre «cynique et brutale» dont le but est de «tuer le peuple ukrainien qui a choisi la liberté, la démocratie et la dignité». «Vous avez dû voir les images de ces villes détruites. Et bien, ce cauchemar est la réalité de millions de personnes ici.» Elle a également évoqué les 4 millions d'Ukrainiens qui ont fui le pays, dont 2 millions d'enfants. «Ils ont besoin de votre aide avant de pouvoir rentrer chez eux, merci de continuer à leur proposer vos logements et tout le nécessaire vital, à Berne et dans le reste de la Suisse.» Au nom de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine, elle a appelé à l'aide pour gagner cette guerre et ramener la paix dans le pays et en Europe. Un cri du cœur. Elle a également tenu à montrer sa gratitude. «Nous vous appelons à soutenir des sanctions sévères

contre la Russie. Nous vous demandons de déployer toute sorte d'assistance possible, qu'elle soit humanitaire, financière ou militaire. Ce rassemblement et votre solidarité sont aussi très importants aujourd'hui pour nous.» Enfin, Olesia Briazgunova a évoqué les activistes, les journalistes, les aînés ou encore les bénévoles qui résistent de manière «pacifique» contre l'armée russe et qui auraient été kidnappés. «Nous exigeons qu'ils soient relâchés!» Elle parle également de ces milliers de civils, «surtout des femmes et des enfants, déportés de force dans des villes assiégées par les Russes, comme Marioupol», et demande leur retour. Et de conclure: «Nous devons nous unir pour mettre fin à cette guerre et ses atrocités et s'assurer que cela ne se reproduira jamais, ni en Ukraine ni ailleurs.» ■

La guerre accentue les problèmes de l'industrie

L'industrie d'exportation est la plus touchée par le conflit, mais les entreprises semblent bien résister, analyse le responsable du secteur industrie d'Unia, Yves Defferrard

Jérôme Béguin

Quel est l'impact de la guerre en Ukraine et des sanctions à l'encontre de la Russie sur l'économie suisse? Doit-on craindre du chômage et des pertes de salaire? Selon une enquête récente d'Economiesuisse, une entreprise sur quatre serait affectée par le conflit. C'est l'industrie d'exportation qui est la plus touchée, notamment la chimie et l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux. L'agroalimentaire, le textile et le commerce de gros sont aussi particulièrement concernés. Certaines sociétés exploitent des sites en Ukraine ou en Russie, d'autres font face à des interdictions d'exporter ou souffrent de la hausse des prix des matériaux, des matières premières et de l'énergie. Les effets sont contrastés, analyse le responsable du secteur industrie d'Unia,

Yves Defferrard. «Il y a d'abord les entreprises actives en Ukraine, qui ont été contraintes de mettre leur personnel en sécurité. Nous n'avons pas encore une vision complète, mais, à notre connaissance, elles ont semble-t-il été pour le moment bienveillantes envers leurs collaborateurs en continuant à verser les salaires. La question est de savoir jusqu'à quand.» «Il y a ensuite, poursuit le membre du comité directeur d'Unia, des entreprises qui disposent d'une succursale en Russie. Il y a une forte pression de l'opinion pour qu'elles ferment leurs portes. Pour moi, tout ce qui peut contribuer à arrêter la guerre est bon à prendre, mais il ne faut pas oublier que lorsqu'on demande à une société de stopper ses activités, il y a derrière des salariés, qui n'ont pas voulu ce conflit, et qui se retrouvent sans emploi. Il faut prendre garde à l'effet boomerang: que peuvent penser de nous des tra-

vailleurs russes se retrouvant sans salaire? Nous risquons d'en faire des alliés de Poutine. C'est pourquoi il y a une exigence des syndicats à ce que les salaires continuent d'être payés. Il faut envisager des suspensions provisoires et non des fermetures définitives. Je sais par exemple que la commission d'entreprise internationale de Nestlé a été attentive à cette problématique.» Environ deux cents entreprises suisses sont présentes en Russie et elles risquent de se faire geler leurs actifs. Audemars Piguet s'est déjà vu confisquer des pièces pour plusieurs millions de francs. Qu'en est-il justement pour l'horlogerie? «La branche n'est pas impactée, même si cela peut varier suivant les entreprises. Pour le moment, il y a énormément de boulot», indique Raphaël Thiérmard, responsable de l'horlogerie pour Unia. On sait que Poutine et les oligarques apprécient les

montres suisses, mais les pays de l'Est ne représentaient en 2021 que 1,4% des exportations horlogères, qui ont connu une croissance particulièrement marquée en février dernier.

PAS DE LICENCIEMENTS ANNONCÉS

«De manière générale, pour les entreprises suisses, la guerre a accentué des problèmes déjà apparus durant la crise sanitaire, comme l'approvisionnement en matériaux et en pièces, mais elles semblent bien résister, explique Yves Defferrard. Nous n'avons pas eu jusqu'à présent de licenciements annoncés en lien avec cette nouvelle crise, mais je pense que ce n'est pas le moment, par exemple, de supprimer les procédures simplifiées en matière de chômage partiel.» Depuis le 1^{er} avril, de nouvelles règles sont en vigueur pour la réduction de l'horaire de travail (RHT). Si la RHT est due à d'autres raisons que la pandémie,

comme la guerre en Ukraine, il est prévu que seules les dispositions de la loi sur l'assurance chômage s'appliquent. L'Union syndicale suisse demande le maintien des mesures facilitant la RHT. Au-delà des questions économiques, Yves Defferrard évoque les problèmes humains posés par le conflit. «Pour les salariés en Suisse, savoir que des collègues étaient en danger a constitué un véritable choc psychologique», note le syndicaliste, en relevant aussi le défi posé par l'accueil des réfugiés: «Si le conflit se prolonge, la question est de savoir comment les intégrer dans l'économie. De gros efforts devront être consentis, notamment sur le plan de la formation.» ■



Journée d'action pour la réduction du temps de travail

Le 9 avril :
tout-e-s à la Grève
pour l'Avenir !

unia.ch/greve-avenir

UNIA

DANS L'URGENCE,
DONNER LES PREMIERS SOINS



UNIA
Le Syndicat.

GENÈVE

Assemblée générale du gros œuvre

INVITATION

Nous invitons les travailleurs du gros œuvre à la prochaine assemblée générale du secteur qui aura lieu le:

Vendredi 8 avril à 18h.
Au syndicat, ch. Surinam 5, Genève
(salle Daniel Marco).

Ordre du jour:

1. Bienvenue du président.
2. Négociations nationales.
3. Négociations genevoises.
4. Intempéries: négociations avec l'Etat.
5. Mobilisation/lutte.
6. Age de la retraite.
7. Election du comité – statuaire.
8. Divers.

Unia Genève



Depuis 60 ans et aujourd'hui plus que jamais:

Agir pour le changement

Amnesty sauvegarde et renforce les droits humains partout dans le monde – avec succès. Aujourd'hui, notre mouvement compte plus de 10 millions de personnes. Vous aussi, soyez de la partie!

Faites un don avec TWINT



Scanner le code QR avec l'app TWINT

Entrer le montant et confirmer le don

WWW.EVENEMENT.CH

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Defferrard

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Sonya Mermoud

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES

Sylviane Herranz, Sonya Mermoud,
Aline Andrey, Manon Todesco,
Jérôme Béguin

COLLABORATEURS RÉGULIERS

Evelyn Brun, Vincent Di Silvestro
Christophe Gallaz, Ambroise Héritier,
David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

PHOTOGRAPHES

Thierry Porchet,
Olivier Vogelsang

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "îlots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION

Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 55 111 exemplaires

LE COURRIER

L'information a un prix,
son indépendance aussi

Offrez (-vous) un média engagé!

2 mois d'essai dès 19 Frs.

lecourrier.ch | 022 809 55 55

Elections au Conseil d'Etat vaudois du 10 avril 2022

Appel de syndicalistes pour une majorité en faveur du monde du travail et de la justice sociale

En 10 ans de majorité de gauche au Conseil d'Etat, des progrès sociaux conséquents ont été faits pour le monde du travail. La droite veut un changement de cap en faveur des plus privilégiés et élire un UDC hostile aux étrangers au Conseil d'Etat. Le seul moyen de faire barrage à ces projets hostiles au monde du travail, à la justice sociale et au service public, c'est de voter pour la liste de gauche au second tour des élections cantonales. Les enjeux de la prochaine législature sont énormes pour les salarié-e-s : introduction d'un salaire minimum cantonal, défense du service public, maintien du plafonnement des primes d'assurance-maladie, investissements supplémentaires dans la formation et la politique d'intégration, soutien aux familles, revalorisation des salaires. Plus d'infos sur <http://vaud.unia.ch/appel>

Parce que nous voulons défendre les acquis et poursuivre sur la voie du progrès social, nous vous appelons à voter en faveur de la liste comprenant Nuria Gorrite, Rebecca Ruiz, Cesla Amarelle et Vassilis Venizelos le 10 avril prochain. Votez et faites voter !

Premiers signataires: Bounouar Benmenni, président Unia Vaud; Mike Nista, ancien président Unia Vaud; Didier Zumbach, vice-président Unia Vaud; Clotilde Pinto, membre du comité régional Unia - sct tertiaire; Guillaume Racloz, membre du comité régional Unia Vaud - sct artisanat; Ozkan Bülent, membre du comité régional Unia Vaud - sct industrie; Eric Voruz, président du GI retraité Unia Vaud; Vincenzo Sisto, président du GI migrants Unia Vaud; Arnaud Bouverat, secrétaire régional Unia Vaud; Yves Defferrard, membre du comité directeur Unia; Pietro Carobbio, secrétaire régional adjoint Unia Vaud, resp. sct construction-artisanat; Noé Pelet, membre du bureau exécutif Unia Vaud, resp. sct industrie; Pascal Vosicki, secrétaire syndical logistique et transport Unia; Sébastien Zonca, président de section SEV-TPC; Mathias Gay-Crosier, président de section SEV-CGN; Thierry Gay-Crosier, comité de section SEV-TL; Daniel Marchand, comité de section SEV-TL; Chrysote Machler, comité de section SEV-NSTCM/TPN; Sylvian Sahli, comité de section SEV-TS Romandie; Frédéric Caille, président de section SEV- NSTCM/TPN; Patricia Alcaraz, secrétariat romand SEV; Elodie Wehrli, secrétariat romand SEV; Aurélie Lelong, secrétariat romand SEV; Pablo Guarino, secrétariat romand SEV; René Zürcher, secrétariat romand SEV; Yves Sancey, secrétariat romand SEV; Jean-Pierre Etique, secrétariat romand SEV, Tony Mainolfi, secrétariat romand SEV; Marian Chitimia, vice-président Cope Carpostal Vaud-Neuchâtel syndicom; Didier Liardon, président comité Vaud Poste syndicom; Jacques Ruffer, président comité Vaud Télécom syndicom; Augustin Mukamba, président groupe intérêt Migrant syndicom; Lionel Beuret, président COPE Carpostal Vaud-Neuchâtel syndicom; Dominique Gigon, responsable région romande syndicom; Virginie Zürcher, secrétaire régionale syndicom; Nicolas Irus, secrétaire régional syndicom; Camille Golay, secrétaire régionale syndicom; Mélina Schröter, secrétaire régionale syndicom; Julien Eggenberger, président SSP Vaud; Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse; Thomas Zimmermann, resp. admin/projets USS.

LE PERSONNEL VEUT UNE VIE DIGNE

Unia lance ce mercredi une campagne ayant pour objectif de faire connaître les difficiles conditions de travail dans l'hôtellerie-restauration et la nécessité d'y remédier



Les militantes et les militants de l'hôtellerie-restauration d'Unia sont à l'initiative du manifeste et de la pétition énonçant les revendications pour tout le personnel de la branche.

THIERRY PORCHET

Jérôme Béguin

Ce mercredi 6 avril, Unia lance une campagne dans l'hôtellerie-restauration. «Le but est de sensibiliser le public aux problèmes rencontrés par cette branche et à la nécessité d'apporter des améliorations», explique Mauro Moretto, responsable national de la branche pour Unia. Intitulé *Nous voulons une vie digne!*, un manifeste des travailleurs et des travailleuses de l'hôtellerie-restauration va être rendu public. Il rappelle que le personnel de ce domaine d'activité a souffert de la crise sanitaire par le chômage, des baisses de revenu et très souvent par la perte du poste de travail, alors que les conditions étaient déjà précaires avant la pandémie. Le texte évoque «des horaires coupés, des salaires trop bas*, des plannings modifiés ou annulés à la dernière minute» et indique que le salaire minimum s'élève à 3477 francs. «Comment vivre en Suisse et payer nos factures à la fin du mois avec un salaire si bas et le coût de la vie

aussi élevé?» Quant au temps de travail, il varie entre 42 et 45 heures par semaine. Encore que nombre d'employés sont sous contrat d'extra et payés à l'heure sans aucune garantie d'un salaire minimal à la fin du mois. Et la pénurie de personnel provoquée par ces conditions difficiles aggrave encore la situation.

ONZE REVENDICATIONS

Le manifeste se conclut par onze revendications. Il est question bien sûr d'une revalorisation salariale, qui implique une augmentation des salaires minimaux et la prise en compte de l'expérience. Le personnel veut en finir avec le travail sur appel, il demande des plannings communiqués trois semaines à l'avance et le paiement des heures planifiées. Il veut également que le temps d'habillage soit payé et que le matériel soit fourni par l'employeur. Il réclame aussi la transparence et l'équité dans la répartition des pourboires. Enfin, relevons que plus de contrôleurs sont sollicités afin de faire

respecter les conditions de travail, ainsi que des mesures contre le harcèlement. Ces revendications sont reprises dans une pétition. Unia sera présente ce mercredi dans différentes villes du pays pour la faire signer. A cela s'ajoutent des affiches et des vidéos présentant les témoignages de salariés. Celles-ci ont été réalisées à l'initiative d'Unia Neuchâtel et elles seront projetées dans cette ville, à la place des Halles, de 15h30 à 17h. Quant au manifeste, il a été rédigé par le comité militant d'Unia Vaud avant d'être repris par le comité national. «L'initiative est partie des militants, c'est très chouette et cela montre le besoin de meilleures conditions de travail et d'engagement», relève Mauro Moretto.

Le problème, souligne le syndicaliste, est que GastroSuisse, la plus importante organisation patronale de la branche, bloque depuis trois ans les négociations pour le renouvellement de la Convention collective nationale de travail de l'hôtellerie-restauration (CCNT). «Nous avons commencé

à discuter au début de l'année 2019, mais en mai, l'assemblée des délégués de GastroSuisse a exigé que nous prenions nos distances avec les initiatives pour des salaires minimums dans les cantons. C'est le salaire minimum de la convention qui devrait s'appliquer, même s'il se trouve en dessous du salaire minimum cantonal légal, ce qui

est inacceptable pour nous. Les syndicats et deux autres associations patronales signataires de la CCNT estiment qu'il faut que ce blocage cesse et que commencent enfin les négociations pour le renouvellement.» ■

* Voir aussi l'article en page 6.

POING LEVÉ

PÉRIL SUR LE GRENIER À BLÉ

Par Aline Andrey

La guerre a mis en lumière la dépendance du monde aux céréales de la Russie (1^{er} exportateur de blé et d'orge, 2^e de tournesol) et de l'Ukraine (1^{er} exportateur de tournesol, 2^e de colza, 4^e de céréales, 5^e de maïs). Si d'autres pays peuvent prendre à terme le relais, la hausse des prix a déjà commencé. Avec des répercussions dramatiques pour de nombreux pays notamment d'Afrique et du Moyen-Orient. Les risques d'insécurité alimentaire pèsent sur le Liban et l'Égypte où le prix du pain a déjà doublé. La situation des pays dépendant des importations est gravement menacée. Alors même que la pandémie, le dérèglement climatique et les problèmes d'approvisionnement ont déjà eu pour conséquence une augmentation des prix des denrées alimentaires. L'invasion de l'Ukraine par son voisin empire une situation mondiale déjà fragile. D'après l'Organisation des Nations Unies, 45 pays parmi les moins développés économiquement importent au moins un tiers de leur blé d'Ukraine ou de Russie; 18 d'entre eux plus de 50%, comme l'Erythrée (100%), la Somalie (90%), la République démocratique du Congo (80%)...

Les ONG alertent. La famine guette et avec elle des risques de déstabilisations politiques. Les boulangeries libanaises rationnent le pain, et en Syrie les gens font la queue pendant des heures pour en obtenir, selon l'ONG Care. Autre exemple, le Centre écologique Albert Schweitzer s'inquiète de la situation au Burkina Faso et à Madagascar, déjà en situation alimentaire critique à la suite de sécheresses récurrentes et de plus en plus intenses, très dépendants du blé ukrainien et russe. Mi-mars Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, soulignait que «les prix des céréales ont déjà dépassé ceux du début du Printemps arabe et des émeutes de la faim» en 2007-2008, et que l'indice mondial des prix des denrées alimentaires a enregistré son plus haut niveau. Sans compter l'augmentation du coût des transports. Après le Covid-19, qui a rappelé la dépendance internationale pour de nombreux produits à la Chine notamment, la guerre met en lumière celle aux céréales, mais aussi au gaz et au pétrole russes, ou encore au fer, à l'acier, au lithium et autres métaux ukrainiens.

En Ukraine, plus de 70% du pays est dévolu à l'agriculture sur ce qui est considéré comme l'un des meilleurs sols au monde grâce à sa «terre noire» (tchernoziom), très riche naturellement en potasse, phosphore et oligo-éléments. Une terre d'ailleurs exploitée par de nombreuses multinationales, européennes, américaines, saoudiennes... Ailleurs, les phénomènes météorologiques extrêmes, provoqués par le réchauffement climatique, font baisser les rendements agricoles. De leur côté, les pays européens importent massivement des engrais de Russie et de Biélorussie, dont les tarifs ont déjà pris l'ascenseur en 2021, pour enrichir leur sol appauvri par leur modèle agro-industriel issu de la Deuxième Guerre mondiale. Au pied du mur, il est aujourd'hui urgent de transformer le système agricole mondial, et avec lui le système mortifère néolibéral qui permet, de surcroît, à des spéculateurs véreux de jouer avec les prix de la nourriture et donc avec la vie de milliards de personnes. En ce sens, la Suisse, en tant que plaque tournante du négoce agricole, doit aussi prendre ses responsabilités. ■

Genève régularise moins de sans-papiers

En une année, le nombre de régularisations a baissé de 60% dans le canton. Alors que les autorités relativisent ces chiffres, Unia dénonce un durcissement des conditions

Propos recueillis par Manon Todesco

Le nombre de régularisations de sans-papiers a drastiquement chuté à Genève. Selon les informations de la RTS, alors qu'en 2020, 1250 personnes avaient obtenu un permis de séjour, elles étaient seulement 500 en 2021, soit une chute de 60%. Les autorités justifient cela par un effet de rattrapage. En effet, l'opération Papyrus, qui a officiellement pris fin en décembre 2018 mais dont les dossiers ont fini d'être traités en 2020, a permis de donner un statut légal à 2390 personnes au bout du lac, soit environ un quart des sans-papiers estimés dans le canton. Sur les ondes de la radio, Mauro Poggia, conseiller d'Etat, nie un durcissement des conditions de régularisation, et assure que Genève restera sur «une vitesse de croisière d'environ 500 à 600 régularisations par année», ce qui représente «au moins cinq fois plus que le reste de la Suisse». Unia, qui a été moteur dans l'opération Papyrus, dénonce un serrage de vis, no-

tamment des critères à remplir (durée de séjour exigée plus longue ou encore maîtrise du français plus stricte). Anna Gabriel, secrétaire régionale d'Unia Genève, répond à nos questions.

QUESTIONS RÉPONSES

Que pensez-vous de cette chute drastique du nombre de régularisations?

Nous faisons partie du milieu associatif qui a fortement critiqué la fin de Papyrus. La baisse des régularisations n'est pas due à un manque de volonté de la part des personnes qui se trouvent sans statut légal de régulariser leur situation, mais au refus des autorités de faciliter l'intégration de cette population.

Peut-on parler d'un durcissement de la politique depuis la fin de Papyrus?

Absolument. On constate des refus très sévères de cas qui auraient été régularisés auparavant.

Malheureusement, certaines personnes remplissent les critères d'intégration et d'indépendance financière mais le simple fait d'avoir été contrôlées une fois ces dernières années peut provoquer le refus de la régularisation. Dès lors, les personnes potentiellement éligibles hésitent à déposer leur dossier car elles prennent un risque et la clandestinité perdure. Nous-mêmes conseillons à nos membres de faire très attention avant de se lancer.

Que pensez-vous des procédures accélérées et simplifiées pour les réfugiés ukrainiens face aux autres réfugiés qui attendent depuis des mois voire des années?

Unia revendique une politique d'accueil des réfugiés humaine et respectueuse de leurs droits, quelle que soit leur origine, leur sexe, leur provenance ou les raisons qui les poussent à l'exil. ■

«LES FEMMES MIGRANTES SONT DANS UN ANGLE MORT DE NOS POLITIQUES»

Les migrantes sont les grandes oubliées des politiques d'intégration. A l'isolement social et aux problèmes de garde, s'ajoute souvent celui de la reconnaissance des diplômes

Line Golestani

Le colloque intitulé «Femmes migrantes et trajectoires professionnelles: Comment réussir l'inclusion?» a réuni début mars à Lausanne des représentants et des représentantes de plus de 80 institutions et associations actives dans les domaines de la migration et de l'insertion professionnelle. Lors de cet événement organisé par le Bureau lausannois pour les immigrés (BLI), des femmes migrantes, personnellement touchées par les problématiques évoquées, étaient également présentes. Certaines ont eu l'occasion de faire part de leur situation personnelle aux différents intervenants. Les organisateurs ont regretté l'absence de représentants d'associations patronales et professionnelles.

FEMMES INVISIBLES

«Les femmes migrantes sont dans un angle mort de nos politiques», a déploré la conseillère municipale Emilie Moeschler, en soulignant l'importance de telles journées, permettant de réfléchir à des pistes d'action pour favoriser leur inclusion. Après une intervention de Bashkim Iseni, délégué à l'intégration, Tindaro Ferraro, chef suppléant de la Division intégration du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) est entré dans le vif du sujet. Accompagné d'Alexandra Perréard, spécialiste en intégration professionnelle, Tindaro Ferraro a rappelé le rôle central des Projets d'intégration cantonaux (PIC), qui comblent des lacunes en rendant possible la mise en place des mesures d'intégration supplémentaires. Il a également mis en évidence les avancées en matière d'intégration socioprofessionnelle amorcées par la mise en œuvre de l'Agenda d'intégration suisse (AIS), entré en vigueur le 1^{er} mai 2019. Philippe Wanner, professeur à l'Institut de démographie et socioéconomie de l'Université de Genève, a pour-

suivi avec un aperçu de la situation des femmes migrantes peu qualifiées. «Sept femmes sur dix sont arrivées en Suisse dans le but de rejoindre un membre de leur famille ou en le suivant», a constaté le démographe. On retrouve ces femmes principalement dans des professions peu valorisées des domaines des services et du care, avec, dans 13% des cas, un contrat à durée limitée, ou pas de contrat du tout pour 4% d'entre elles.

Après ce tour d'horizon sur la situation des femmes migrantes peu qualifiées, Justine Hirschy, chargée de projet à la Ville de Lausanne, a indiqué que la population étrangère de Lausanne était composée de 48,5% de femmes. «Malgré une présence à quasi-égalité sur le territoire, les femmes migrantes sont longtemps restées invisibles tant des politiques d'intégration que de la littérature sur la migration, en Suisse comme à l'international», a regretté la chercheuse associée de l'Institut des sciences sociales (ISS) de l'Université de Lausanne*.

Des difficultés à faire reconnaître leurs diplômes étrangers et leur expérience, aux moyens de garde des enfants, souvent peu adaptés aux horaires d'emplois dans le domaine du care, les obstacles rencontrés par les femmes migrantes sont multiples. La jeune chercheuse a également fait remarquer qu'à la déqualification professionnelle qu'elles subissent souvent, s'ajoutent des discriminations en tous genres, parfois d'ordre raciste.

Yvonne Riaño, professeure de géographie urbaine à l'Université de Neuchâtel, a fourni des exemples types de parcours professionnels de migrantes, notamment universitaires. Celui d'Alejandra, titulaire d'un diplôme en Business management d'une université mexicaine réputée, est emblématique: après avoir travaillé dans une entreprise internationale basée à Mexico, la jeune femme décide de s'inscrire dans

une école de langues en Suisse, pour y améliorer son français. Durant ce séjour, elle rencontre son futur époux, suisse, et vient s'installer ici une année plus tard. Elle apprend rapidement l'allemand, et espère décrocher un poste équivalent à celui qu'elle occupait dans son pays. Les employeurs n'évaluent toutefois pas sa formation et son expérience, et son permis B est perçu comme trop précaire par certains. Les difficultés augmentent encore à la naissance de son premier enfant et elle ne peut travailler qu'à temps partiel. Elle commence alors à donner des cours d'espagnol dans une école de langues, avant d'être employée dans un bureau, à un poste administratif bien en deçà de ses qualifications.

MYTHE À DÉCONSTRUIRE

«Il faut, dans ce genre de cas, déconstruire le mythe selon lequel l'éducation ouvre des portes», regrette Yvonne Riaño, qui est aussi cheffe de projet au Pôle de recherche national

(PRN) consacré aux études sur la migration et la mobilité. «Pour une partie importante des femmes étudiées, la migration n'est pas synonyme de progrès, puisqu'elle les sanctionne lourdement», conclut la professeure. La table ronde par laquelle s'est achevé le colloque a notamment réuni, aux côtés d'Emilie Moeschler, la sociologue Kristela Tepelena, Andrea Léoni, responsable du projet Progredir, Tatjana Elias, conseillère en insertion, et Alexandra Perréard du SEM. Cette dernière a eu l'occasion de présenter brièvement le projet pilote AFi, un programme d'Aides financières à l'intégration professionnelle des personnes réfugiées et admises à titre provisoire. Sorte de pendant professionnel des PAI (Préapprentissage d'intégration), l'AFi vise à convaincre les employeurs, par le biais de subventions, d'engager des personnes issues de l'asile. Ces personnes ayant besoin de s'acclimater, les subventions peuvent couvrir jusqu'à 40% du salaire pendant six mois, pré-

cise la spécialiste en intégration professionnelle. Le but du projet est que les bénéficiaires trouvent un emploi entre 80% et 100%. «La plupart des femmes ne sont souvent pas disponibles à un tel pourcentage, remarque Alexandra Perréard, par conséquent, le SEM envisage de baisser ce taux jusqu'à 50%.» Si ces mesures ne permettent pas de résoudre les problèmes d'intégration professionnelle rencontrés par les migrants et les migrantes, elles y contribueront certainement. Justine Hirschy déplore toutefois que «les mécanismes liés à l'origine expliquent mieux que ceux liés au niveau d'intégration le désavantage que rencontrent les personnes issues de la migration sur le marché de l'emploi». ■

* Justine Hirschy, Cahier du BLI N° 10, *Intégration professionnelle des femmes peu qualifiées ou déqualifiées issues de la migration à Lausanne: quels freins à l'insertion professionnelle?*



Les femmes migrantes se retrouvent très souvent dans des emplois peu valorisés, dans les services ou les soins, même si leurs qualifications sont supérieures. Celles n'ayant pas de qualification sont confrontées à une grande précarité.

Les femmes surreprésentées dans les postes à bas salaire

L'Office fédéral de la statistique a publié les résultats de son enquête sur la structure des salaires. Lignes maîtresses et commentaires de l'Union syndicale suisse

Sonya Mermoud

En 2020, le salaire médian s'est élevé à 6665 francs bruts par mois pour un poste à plein-temps. En d'autres termes, 50 % des rémunérations se sont révélées supérieures à ce montant, l'autre moitié inférieures. Ce salaire médian a récemment été communiqué par l'Office fédéral de la statistique (OFS) qui mène chaque deux ans une enquête auprès des entreprises. Notons que le salaire médian diffère du salaire moyen. Ce dernier est calculé en faisant la somme des salaires d'un échantillon de personnes divisée par leur nombre.

Selon les résultats de la recherche de l'OFS, les écarts de revenus entre le haut et le bas de la pyramide sont restés relativement stables au cours des douze dernières années.

En 2020, les bas salaires ont concerné une personne sur dix (10,5%). Concrètement, ces dernières ont gagné moins de 4382 francs mensuellement alors que les 10% les mieux payées ont perçu plus de 11 996 francs. Les rémunérations les plus faibles ont notamment touché le personnel du commerce de détail, de l'industrie du cuir et de la chaussure ou encore de la restauration, secteurs comptant les taux les plus élevés d'emplois à bas salaire. Au total, près d'un demi-

million de travailleurs (491 900 en 2020 contre 480 300 en 2018), dont 63,5% de femmes, ont occupé un poste à bas salaire. L'institution a noté par ailleurs que plus d'un tiers des salariés (36,3%) ont bénéficié de bonus. Un pourcentage en légère augmentation par rapport à la dernière analyse. Le montant de ces paiements annuels irréguliers a toutefois largement varié selon la branche économique. Avec des versements allant, par exemple, de 4167 francs dans l'administration publique à 134 381 francs dans les banques.

D'IMPORTANTES DISPARITÉS SELON LES BRANCHES

L'OFS a également souligné les importantes disparités constatées selon les activités économiques en matière de salaire médian. Dans l'informatique, l'industrie pharmaceutique ou encore les banques, les revenus ont été clairement supérieurs à ce montant. Au milieu de l'échelle ont figuré des domaines comme les transports terrestres (6310 francs), la santé (6821 francs), l'industrie des machines (7141 francs) et le commerce de gros (7145 francs). En bas de celle-ci, on trouve le commerce de détail (4997 francs), la restauration (4479 francs), l'hébergement (4488 francs) ou encore les services personnels (4211 francs). L'OFS a noté par ailleurs une «réduction progressive des inégalités entre les sexes».

L'écart global de salaire médian entre les hommes et les femmes s'élevait à 10,8% en 2020 contre 11,5% lors de la dernière enquête. Des écarts qui toutefois se creusent plus le niveau de hiérarchie est élevé.

Les femmes ont par ailleurs occupé 58% des postes rémunérés moins de 4500 francs, les hommes 80,2% des emplois dont le salaire a dépassé 16 000 francs. Des chiffres, en termes d'égalité, légèrement meilleurs qu'en 2018.

AUGMENTATIONS GÉNÉRALES DES SALAIRES NÉCESSAIRES

Malgré quelques avancées, notamment la réduction du déficit salarial des femmes, l'Union syndicale suisse (USS) s'inquiète des résultats de l'enquête. Daniel Lampart, premier secrétaire et économiste en chef de l'USS, a jugé plutôt positivement le fait d'avoir pu négocier des augmentations des salaires réels dans les difficiles contextes économiques qui se sont succédé, entre la crise financière de 2008, l'envol du franc en 2010, la suppression du taux plancher cinq ans plus tard, la pandémie de Covid-19 et désormais une guerre au cœur de l'Europe. «Mais d'autres constats restent préoccupants. Après l'abandon du taux plancher, les écarts de salaire se sont à nouveau creusés depuis 2016. Les hauts salaires ont bondi

de 4% en valeur réelle, alors que les bas salaires n'ont affiché qu'une maigre hausse de 0,5%. De plus, le nombre d'emplois à bas salaire est reparti à la hausse alors que nous étions parvenus à inverser la tendance jusqu'en 2014. Il nous faut repartir à l'offensive pour améliorer les rémunérations des personnes les moins bien loties. Agir. Revendiquer.» Si le responsable de l'USS a estimé que les efforts déployés en faveur de l'égalité salariale ont porté leurs fruits, il a rappelé que les femmes restent surreprésentées dans les postes les moins bien payés. Et que l'image donnée par l'enquête n'est pas nécessairement complète, portant sur le salaire médian et non moyen. Enfin, il a attiré l'attention sur la nécessité, lors des prochaines négociations salariales, d'exiger des majorations générales des rémunérations «sans quoi on va vers une forte baisse du pouvoir d'achat». Et Daniel Lampart de rappeler que pour la première fois depuis longtemps, le renchérissement dépasse les 2%. «L'accent sur les augmentations générales profitera notamment au personnel de longue date et aux personnes ayant des salaires plutôt bas, surtout si les hausses consistent en montants fixes.» ■

70 ANS DE SYNDICALISME AU COMPTEUR

Jean Houlmann, ancien tourneur de boîtes d'aujourd'hui 90 ans, raconte le lien indéfectible qu'il entretient avec le syndicat depuis son apprentissage

Manon Todesco
Photos Thierry Porchet

À Genève, il est la mascotte du comité des retraités d'Unia. Le «membre d'honneur» comme dit le président de ce comité, Pierre Vanek. Jean Houlmann, 90 ans, est syndiqué depuis plus de 70 ans, et toujours fidèle – et actif – au poste. Il nous reçoit dans les jardins familiaux de Bel-Essert, où il dispose d'une parcelle et d'un chalet depuis 1968 et où il aime passer du temps. C'est son fils de 61 ans, Thierry, qui a labouré la terre en préparation des futures plantations. Josiane, sa compagne depuis 30 ans, est là aussi. Béret sur la tête et pipe au bec, le Jurasien Jean Houlmann découvre la réalité du monde du travail en 1947, lorsqu'il signe son contrat d'apprentissage de tourneur de boîtes métal à Saint-Ursanne, dans l'usine où travaillait son père, la Maison Paul Bouvier. «Je travaillais 48h par semaine en tant qu'apprenti. Mon père y a travaillé toute sa vie, 54 ans au total, et il était payé à la quinzaine, 2,90 francs de l'heure. Une misère. Je voyais bien que c'était difficile pour mes parents. Lorsque j'ai terminé mon apprentissage en 1950, j'ai demandé une augmentation au patron et il m'a dit que si je n'étais pas content je pouvais partir, et prendre mon père avec moi...»



C'est ainsi que Jean Houlmann partira pour Genève. Un crève-cœur pour lui de quitter sa terre, et pour ses parents, tristes de voir le seul de leurs six enfants capable de les aider financièrement s'en aller. En 1951, il adhère à la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers (FOMH) et intègre la Maison Wenger à la rue de Lyon, où il restera six ans à fabriquer des boîtes et des bracelets pour les montres. C'est là qu'il vivra le moment le plus marquant de sa carrière professionnelle et militante: «Je me suis rendu en 1957 au Congrès de la FOMH à Schaffhouse et, en rentrant, j'ai été viré et le patron m'a séquestré mes outils pendant deux mois. Deux mois durant lesquels je n'ai pas pu travailler ailleurs.» Jean Houlmann fait appel au secrétaire syndical à l'époque, qui ne pourra hélas rien faire pour lui, mais qui finira par lui retrouver une nouvelle place de travail. «Je lui dois bien ça.» Il briguera différents postes les années suivantes, notamment chez Chopard ou aux Ateliers Réunis, en tant que chef d'atelier. Il tentera de retourner dans sa région natale mais finira par revenir à Genève pour des raisons familiales. Et contre toute attente, il finira sa carrière dans les bureaux du Département de justice et police au Service des contraventions, de 1985 à 1996, par lassitude de son vrai métier et de ses conditions de travail.

DE PÈRE EN FILS

«Malgré tout, j'ai toujours payé mes cotisations!», dit-il fièrement. «À l'époque, on se syndiquait par conviction, c'était une affaire de famille. Mon père a été syndiqué de ses 16 ans à ses 70 ans! Et puis nos conditions de travail et nos salaires étaient tellement misérables qu'on n'avait pas d'autre choix que de se syndiquer. Le recruteur ve-



Jean Houlmann, 90 ans et plus de 70 années d'affiliation syndicale, cultive non seulement la solidarité, mais également son petit jardin familial de Bel-Essert à Vernier.

nait toquer à la maison et on payait nos cotisations puis on collait nos timbres sur notre carnet d'adhésion.» Il se rappelle de ses activités militantes. «On allait récolter des signatures, on allait à Berne pour des grandes manif et on défilait toujours le 1^{er} Mai. On était une bonne équipe, et il y avait une belle solidarité avec les collègues. Ma conviction a toujours été de me

trouver aux côtés des ouvriers, même quand j'étais chef d'atelier. Il a fallu se serrer les coudes et ça n'a pas toujours été facile.» Très récemment encore, Jean Houlmann était sur les stands de récolte de signatures pour défendre les retraites et au Congrès d'Unia en tant que délégué. Et aujourd'hui, on peut toujours compter sur lui pour répondre présent aux assemblées. «Je continue à

militier et à participer, et puis c'est aussi une excuse pour voir les copains», s'amuse Jean Houlmann. Le conseil qu'il donnerait aux jeunes travailleurs et travailleuses? Se syndiquer! «Seul, on ne fait rien. Pour être défendu, il faut adhérer au syndicat.» ■



Le jeune tourneur de boîtes de montre à l'œuvre.



Le semainier syndical: un timbre pour chaque cotisation hebdomadaire.



Souvenirs d'apprentissage.



Des boîtes bracelets décrites dans le manuel Technologie de la boîte de montre.

Les frontaliers ne sont pas des profiteurs!

Plus de 340 000 salariés traversent la frontière chaque jour pour venir travailler en Suisse. Un ouvrage récent présente leur apport à l'économie du pays

Jean-Claude Rennwald

Chaque jour, plus de 340 000 travailleurs frontaliers – dont 200 000 Français – traversent la frontière pour venir occuper leur emploi en Suisse. Et ces salariés contribuent de manière importante à la richesse de la Suisse. Ces constats sont ceux de trois chercheurs, Claudio Bolzman, Isabelle Pigeron-Piroth et Cédric Duchene-Lacroix, qui ont récemment publié *Etrangers familiairs. Les travailleurs frontaliers en Suisse: Conceptualisation, Emploi, Quotidien et Pratiques**. Leur recherche porte surtout sur les frontaliers français, mais des milliers de ressortissants allemands, autrichiens, liechtensteinois et italiens viennent aussi travailler chaque jour dans notre pays.

DANS TOUTE L'ÉCONOMIE

Traditionnellement, les frontaliers travaillaient dans l'industrie (surtout horlogère), la construction, l'hôtellerie,

la restauration et la santé, ce qui va de pair avec un manque d'infirmiers et d'infirmières dans les régions de France voisine, où les salaires sont plus bas qu'en Suisse, comme dans la plupart des autres branches. Aujourd'hui, des frontaliers travaillent aussi dans les banques et les assurances, alors que parmi eux il y a aussi des scientifiques, des ingénieurs et des architectes. Une donnée, en revanche, ne change guère, à savoir que les femmes ne représentent toujours qu'un peu plus du tiers des frontaliers.

LE SALAIRE MAIS PAS SEULEMENT

Un salaire plus élevé que dans leur pays joue un rôle important dans les motivations des frontaliers de venir travailler en Suisse. Mais selon une conseillère Eures/Pôle emploi, d'autres éléments doivent être pris en compte: un chômage moins élevé, un marché de l'emploi dynamique, varié et assez ouvert depuis le poste d'ouvrier jusqu'au statut de cadre, aussi bien dans les pe-

tites que dans les grandes entreprises. A cela s'ajoute la proximité de la frontière du lieu de travail. Une partie des frontaliers exercent aussi des activités extra-professionnelles (sports, loisirs, réunions amicales) en Suisse et, pour ne prendre qu'un exemple, 7% des habitants de l'Ain et 48% de ceux de Haute-Savoie (dont de nombreux frontaliers) font des achats dans notre pays au moins une fois par mois.

ILS ENRICHISSENT LA SUISSE

Selon les auteurs de l'étude, les frontaliers rapportent 1 franc sur 5 du Produit intérieur brut du canton de Genève. Ce rapport varie selon les régions et les cantons proches de la frontière. Mais le gain est partout positif pour la Suisse, ce qui montre que l'image des frontaliers profiteurs est fautive, car ils contribuent plus qu'ils ne coûtent aux collectivités publiques helvétiques. Et ceci d'autant plus qu'il n'y a aucun lien entre le taux de chômage en Suisse et le travail frontalier, contrairement à ce

qu'affirme l'Union démocratique du centre (UDC), le Mouvement des citoyens genevois (MCG) ou la Lega dei Ticinesi. Une preuve parmi d'autres, c'est que le canton du Jura compte par exemple 9000 travailleurs frontaliers, mais «seulement» 2000 chômeurs. N'oublions pas non plus que jusqu'aux années 1945-1950, ce sont des Suisses qui allaient travailler en France, et non l'inverse.

ASSEZ BIEN SYNDIQUÉS

A Genève, dans le canton de Vaud et au Tessin, les frontaliers représentent environ 20% des effectifs d'Unia, ce qui correspond grosso modo à la part des frontaliers dans son champ d'activité économique. A Neuchâtel, la proportion des frontaliers (18,5%) est même supérieure à leur part dans les emplois à plein-temps (16%) du canton. Ce taux de frontaliers syndiqués est aussi très élevé dans le Jura, mais insignifiant en Valais. Dans ces conditions et compte tenu du fait que la mise en œuvre pro-

gressive, à partir de 2002, de l'Accord sur la libre circulation des personnes conclu entre la Suisse et l'Union européenne a contribué à une forte progression du travail frontalier, on ne peut que regretter une lacune de cet ouvrage. A savoir le fait que ses auteurs n'évoquent pas les mesures d'accompagnement adoptées par le Parlement suisse sous la pression du mouvement syndical. Mesures qui visent à prévenir et à combattre le dumping social et salarial que peut générer la libre circulation des personnes. Pourtant, ces mesures ont porté leurs fruits, puisque entre 1996 et 2016, par exemple, l'écart entre le salaire d'un Suisse et celui d'un frontalier est passé de 7,2 à 4,5%, ce qui, pour un salaire de 5000 francs, représente un gain de 135 francs par mois. ■

* *Etrangers familiairs. Les travailleurs frontaliers en Suisse: Conceptualisation, Emploi, Quotidien et Pratiques*. Paris, Éditions L'Harmattan, 2021.

RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL POUR UN AVENIR DIGNE

Ce samedi 9 avril, des actions et manifestations auront lieu, dans le cadre de la Grève pour l'avenir, afin de porter cette revendication. Aperçu du programme

«**R**éduire le temps de travail, pour un avenir digne d'être vécu!» C'est avec ce slogan que le syndicat Unia invite à prendre part à la Grève pour l'avenir, qui rassemble de nombreuses organisations et se déroulera ce samedi 9 avril partout en Suisse. Le thème de cette année est la diminution du temps de travail. En comparaison européenne, la Suisse est le pays où le taux d'occupation est le plus élevé pour les personnes travaillant à plein temps. Depuis des années, la durée hebdomadaire stagne autour de 41 à 42 heures. Dans le même temps, «l'intensité et le rythme de travail ne cessent d'augmenter. Conséquence: les salariées et les salariés s'épuisent, tombent malades ou sont exclus du marché du travail», souligne Unia sur son site internet. Le syndicat précise qu'en dépit de cette réalité, les partis bourgeois et les employeurs

exigent une flexibilité toujours plus grande de la part des employés. «Nous tournons dans une roue de hamster et nous nous détruisons, tout comme nous détruisons notre environnement» précise Unia qui exige une réduction massive du temps de travail, avec une compensation intégrale des salaires pour les bas et moyens revenus. «Les gains de productivité qui atterrissent aujourd'hui dans les poches des entrepreneurs seront ainsi rendus à ceux qui les génèrent. Les maladies professionnelles diminueront, les femmes seront libérées du piège du temps partiel, l'environnement et le climat seront soulagés», ajoute Unia qui convie ses membres à participer aux actions mises en place le 9 avril pour mettre en lumière la revendication de diminution du temps de travail. ■ **SH**

LE PROGRAMME DU SAMEDI 9 AVRIL:

GENÈVE

14h: place Lise-Girardin rassemblement puis Manifestation «pour une réduction du temps de travail à salaire égal». Unia Genève y participera avec un tronçon aux couleurs du syndicat.

VAUD

Vevey

9h-13h: stand à la place du Marché.
12h-13h: départ pour rejoindre les événements à Lausanne.
Lausanne
9h-13h: stand à la place du 14 Juin.
12h-14h: discussions et repas avec le secteur hôtellerie-restauration d'Unia, place du 14 Juin.
15h: manifestation, place de la Riponne.

NEUCHÂTEL

La Chaux-de-Fonds

10h-13h30: place Espacité, action «Récupère ton temps!», atelier ludique autour de la question: que ferais-tu avec le temps gagné si nous ne devions pas travailler autant? Boissons à prix libre.

Neuchâtel

16h: rassemblement à la gare pour une manifestation qui se finira sur la place des Halles, et action symbolique de «destruction du temps de travail».

Dès 18h: place des Halles, concert boissons.

JURA

Delémont

13h30: rassemblement à la place de la Gare puis défilé dans la vieille ville.

FRIBOURG

La Grève pour l'avenir invite ses militants à manifester à Lausanne ou à Berne.

BERNE

17h: manifestation avec un rassemblement final sur la Place fédérale. Action interactive sur le thème de la réduction du temps de travail par le groupe de jardiniers d'Unia Berne.

Plus d'informations sur:

unia.ch/greve-avenir
grevepourlavenir.ch/eventliste



AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch

En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

CHALET DE L'ENTRAIDE OUVRIÈRE DE LA GRUYÈRE

Convocation - Invitation à l'assemblée annuelle

Aux membres Unia, de Syndicom, du SEV, du SSP, de l'USF et du PS La Gruyère. L'assemblée annuelle du Chalet de l'entraide aura lieu le vendredi 22 avril à 20h heures dans ses murs, à Le Pâquier-Montbarry. Ordre du jour: **1.** Bienvenue et liste de présence. **2.** Procès-verbal de l'assemblée du 29 mars 2019. **3.** Rapport du comité (2019-2020-2021). **4.** Rapport du caissier (2019-2020-2021). **5.** Rapport des vérificateurs, approbation des comptes (2019-2020-2021). **6.** Renouvellement des statuts de l'Entraide. **7.** Nominations statutaires. **8.** Approbation du budget. **9.** Activités et travaux 2022: chalet, route des Cavues, source, dépliant publicitaire, etc. **10.** Divers.

Les propositions et amendements à l'ordre du jour doivent parvenir au comité 5 jours ouvrables avant la tenue de l'assemblée.

Au vu des nouveaux statuts à adopter (point 6), chaque fédération délègue un nombre de déléguées et délégués en fonction de ses effectifs (La Gruyère) (selon statuts 2022. PS: 5 délégués; Unia: 19; Syndicom: 4; SEV: 2; SSP: 2; USF: 1. Total: maximum 35 délégués.

A l'issue de l'assemblée, nous aurons le plaisir de vous servir une collation. Les délégués empêchés voudront bien se faire remplacer vu l'importance du point 6. Merci.

Au nom du Comité : Raymond Remy, président
Transport, excuse: 026 912 56 91 ou 079 944 85 ou raymond.remy@websud.ch

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).

Guichets: De 9h à 12h et de 14h à 17h, sauf le lundi matin.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi. Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client
Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch
Aucune obligation d'affiliation au syndicat.

PERMANENCE PAPYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel
Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales

Les jeudis de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat
Vendredi de 9h30 à 12h.

Le Locle

Ouverture du secrétariat
Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h. 0848 203 090.

LE LOCLE

JOURNÉE DE RÉFLEXION

Le monde du travail après le Covid
Samedi 2 avril, dès 9h, dans les locaux rue Crêt-Vaillant 19-21 au Locle.
Détails: voir annonce en page 4.

TRANSJURANE

HORAIRES

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.
Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.
Saint-Imier: mardi de 14h30 à 18h. Jeudi, permanence administrative, de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.

Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.

Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS SYNDICAT

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.

PERMANENCES DU SOIR

Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Téléphone: 058 332 11 32. Du lundi au vendredi: de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Ouverture des guichets:
Martigny, Monthey, Sierre, Sion
Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

Mercredi de 8h30 à 11h30.

Jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h. Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone.

Horaires téléphoniques:
Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.
Lundi après-midi de 13h30 à 17h.
Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.
Mercredi après-midi fermé.
Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier
En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil **sans-emploi.ch**. L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement. Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

À ALMERIA, LES DROITS DES TRAVAILLEURS SONT TOUJOURS BAFOUÉS

Des syndicats agricoles, le Solifonds et la FRC demandent à Migros d'agir contre les mauvaises conditions de travail chez son fournisseur espagnol de fruits et légumes Eurosol

Aline Andrey

«Migros doit empêcher la répression contre les travailleurs de son fournisseur Eurosol à Almeria.» Cet appel d'Uniterre, publié le 30 mars sous forme de communiqué, rappelle que la situation des ouvriers agricoles dans la région espagnole est toujours difficile. Depuis l'automne dernier, 19 employés, la plupart de longue date, ont été licenciés. S'ajoutent des heures supplémentaires non rémunérées, des pauses non payées et des manquement en matière de sécurité et de santé au travail. Le syndicat agricole abonde dans le sens d'un article intitulé *Le goût amer de la ratatouille espagnole* écrit par la Fédération romande des consommateurs (FRC)*. Celle-ci dénonce les problèmes qu'affrontent de nombreux employés chez Eurosol, producteur de concombres, poivrons, aubergines, tomates et melons en Andalousie, à Almeria, depuis 1999, sur près de 2 millions d'hectares. C'est un fournisseur de Migros, et de nombreux autres grands distributeurs d'Allemagne, des Pays-Bas, de Belgique, de France et du Royaume-Uni.

«LICENCIEMENTS ABUSIFS»

Dans son enquête sur place, la FRC a recueilli plusieurs témoignages d'employés. Salariée depuis une dizaine d'années, Lilia (prénom d'emprunt) raconte avoir été licenciée brusquement sous prétexte qu'elle a été vue un jour sans masque de protection anti-covid – ce qu'elle réfute – et d'avoir refusé de

signer un bon de remise d'uniforme – alors qu'elle dit l'avoir demandé à plusieurs reprises sans le recevoir. La FRC précise: «Lilia accuse Eurosol de licenciement abusif. Comme d'autres travailleurs qui ont subi des mises à pied, intimidations et discriminations depuis plusieurs mois, elle est membre du Syndicat andalou des travailleurs (SAT).»

Ce n'est pas la première fois qu'Eurosol est pointé du doigt. En août 2021, le Tribunal des prud'hommes a donné raison au SAT, «en reconnaissant aux salariés le droit aux congés payés ainsi qu'à une pause de 20 minutes rémunérée». «Ces droits, pourtant reconnus dans la législation du travail en Espagne, n'étaient pas appliqués par Eurosol», indique la FRC.

L'an dernier, Uniterre a interpellé Migros quant aux violations du droit du travail chez son fournisseur. Le géant orange a alors commandé un audit. «Or, le rapport de cet audit ignore le contexte et réduit la situation à un conflit entre deux groupes de travailleurs», précise Uniterre. Le SAT déplore quant à lui une instrumentalisation syndicale pour affaiblir la représentation légale des travailleurs.

POUR UN ULTIMATUM

Plus généralement, Uniterre, le Solifonds et les organisations de La Via Campesina estiment que Migros ne fait pas concrètement le nécessaire pour éviter des violations des droits des travailleurs. «Migros n'est pas crédible et ne contrôle pas la situation dans sa chaîne d'approvisionnement», assènent les organisations qui demandent donc au géant orange la suspension des achats à Eurosol tant que les travailleurs licenciés ne seront pas réintégrés; la mise en place de systèmes de contrôle crédibles et un engagement pour la transparence «dans un dialogue continu et ouvert sur les impacts sociaux et écologiques dans sa chaîne d'approvisionnement».

La FRC demande, quant à elle, notamment que Migros pose un ultimatum à Eurosol pour exiger une amélioration des conditions de travail et la réintégration des travailleurs licenciés abusivement, ainsi que des contrôles renforcés. Elle indique même: «Le détaillant doit être plus transparent dans sa communication et cesser d'enjoliver la situation sur place sur son site internet et dans sa publication.»

MIGROS SE DÉFEND

A la suite des communiqués des organisations syndicales et de défense des consommateurs, Tristan Cerf, porte-parole de Migros, rappelle l'importance pour le distributeur que ses produits «proviennent de fournisseurs offrant des conditions de travail socialement acceptables et sûres». «Nous nous engageons à respecter les normes sociales tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Les violations des conditions de travail, que ce soit en Suisse ou dans le monde, sont inacceptables. En plus des audits annuels GlobalGAP/GRASP, Migros effectue des contrôles supplémentaires sur les conditions de travail chez les producteurs.» Après avoir été alerté, l'année



JOANNA MORENO MICHELS/FRC

Une manifestation exigeant la réadmission de tous les travailleurs licenciés et l'annulation des sanctions a eu lieu pour dénoncer la répression antisyndicale à l'œuvre dans l'entreprise partenaire de Migros.

dernière, par Uniterre sur le cas Eurosol, le porte-parole rappelle que Migros a commandé un audit spécifique en octobre 2021, puis demandé à son fournisseur d'améliorer la situation. «Eurosol nous a assuré mercredi (le 30 mars, *ndlr*) vouloir prendre des mesures pour désamorcer le conflit. Cependant, Migros insiste pour qu'Eurosol fasse des efforts supplémentaires.» Tristan Cerf ajoute: «Nous apprécions le travail important réalisé par les syndicats sur place. Migros a fait le sien en posant des conditions et en exigeant des résul-

tats rapides. A Eurosol de faire le sien maintenant!» Et de conclure: «L'affaire est également dans les mains de la justice espagnole. Il est actuellement de notre devoir de laisser les autorités compétentes faire leur travail avant de décider de mesures futures. En attendant, Migros reste en contact permanent avec les parties impliquées et suit la situation de près.» ■

* frc.ch/le-gout-amer-de-la-ratatouille-espagnole

Des syndicalistes vaudois se mobilisent pour la gauche

A l'occasion du 2^e tour des élections cantonales au Conseil d'Etat, des représentants syndicaux rappellent l'importance de conserver une majorité de gauche

Propos recueillis par Aline Andrey

En dix ans de majorité de gauche à l'exécutif, «des progrès sociaux conséquents» ont bénéficié aux salariés vaudois. C'est le constat de militants vaudois de plusieurs syndicats qui ont lancé un appel à voter la liste socialiste et verte le 10 avril prochain. «Augmentation des subsides à l'assurance maladie, introduction des prestations complémentaires aux familles et de la rente-pont cantonale, création d'un congé intempérie payé à 100% dans les métiers de la construction, revalorisation de salaires dans le secteur public», donnent-ils en exemple. Pour éviter un démantèlement social si la droite devenait majoritaire au Conseil d'Etat, les syndicalistes signataires de l'appel invitent la population à voter pour Nuria Gorrite, Rebecca Ruiz, Cesla Amarelle et Vassilis Venizelos. Ils rappellent que la droite s'est au contraire battue pour «des cadeaux fiscaux aux plus privilégiés, pour abaisser les standards pour l'encadrement des enfants en accueil de jour, pour l'autonomisation du CHUV» et a lancé «un plaidoyer clientéliste pour les cliniques privées». Pour les syndicalistes, une majorité de gauche au gouvernement est nécessaire pour faire face aux enjeux de la prochaine législature: «Introduction d'un salaire minimum cantonal, défense du service public, amélioration du pouvoir d'achat contre l'augmentation des primes d'assurance maladie, investissements supplémentaires dans la formation et la politique d'intégration, soutien aux familles (congé parental, accueil de jour accessibles et en nombre suffisant), revalorisation des

salaires dans les professions de la santé et du social, etc.» Entretien avec le président d'Unia Vaud, Bounouar Benmenni.

QUESTIONS RÉPONSES

Pourquoi prendre position dans une élection?

Notre syndicat est neutre sur le plan politique et notre comité régional souhaite fermement le rester. Nous ne souhaitons aucunement nous affilier à une tendance politique ou à un parti. Par contre, nous devons défendre les intérêts de nos membres, leurs droits sociaux et syndicaux; nous le faisons dans la négociation collective, dans la mobilisation de terrain, mais le contexte politique est aussi déterminant. Il est donc logique de prendre position en faveur d'initiatives, de référendums politiques ou lors de votations ou d'élections déterminantes pour les salariés. Il est clair que notre sensibilité humaniste, la défense des travailleuses et travailleurs n'est pas le fait de toutes les tendances politiques. Nous partageons avec les partis progressistes un idéal de société et nous devons le défendre quand il est menacé.

Quels sont les enjeux si la majorité du Conseil d'Etat passe à droite?

Chacun a ses convictions. Pour ma part, alors qu'une claire majorité de nos membres a des origines étrangères, nous devons prendre position contre l'accession de l'UDC au gouvernement. Il m'est arrivé que des membres de l'UDC ne me saluent pas du simple fait que je suis d'origine

étrangère. Je suis arrivé à 13 ans en Suisse, je me sens aujourd'hui très bien intégré et les appels constants aux efforts d'intégration de l'UDC ou à la fermeture des frontières ne témoignent selon moi pas de l'acceptation de l'autre que nous devons avoir. Rien que pour cela, il faut faire barrage à une majorité avec l'UDC.

Qu'en est-il des avancées syndicales durant cette dernière législature et que peuvent espérer les travailleuses et les travailleurs si la gauche l'emporte?

Durant ces dernières années, nous avons pu peser sur les projets du canton. Nous avons pu faire valoir nos projets pour le programme de législature du Conseil d'Etat et nous avons été entendus sur plusieurs points. A l'avenir, nous pouvons espérer que la gauche se rappelle de nous et que l'intérêt des travailleuses et des travailleurs soit au centre de ses préoccupations. En raison des valeurs que nous partageons, nous attendons de ses élus qu'ils soient solidaires des syndicats. C'est un bras de levier pour les cinq années à venir. Nous avons bien entendu des attentes et ce sera à nous de les faire valoir.

Comment, selon vous, motiver les citoyennes et les citoyens à aller voter?

Notre syndicat est le porte-voix des salariés. Dans le cadre de la démocratie, il revient à chaque citoyen de faire entendre sa voix dans les urnes. Ne laissons pas les autres décider à notre place. Les travailleuses et les travailleurs n'ont malheureusement pas tous le droit de vote, j'espère que tous ceux qui le peuvent s'expriment. ■

GENÈVE PROFS D'ÉDUCATION SEXUELLE EN GRÈVE

A Genève, les formateurs et consultants en promotion et éducation à la santé (FCPES) ont mené deux jours de grève mercredi et jeudi de la semaine passée, après un premier débrayage le 22 mars. Ces enseignants spécialisés contestent la réforme des prestations en éducation et santé sexuelles voulue, pour des raisons budgétaires semble-t-il, par la direction du Département de l'instruction publique (DIP). Celle-ci veut supprimer le statut des FCPES au profit de deux nouvelles fonctions: d'un côté des maîtres spécialisés, qui assureraient l'enseignement, et, de l'autre, des chargés de formation et de projets. Le nombre de périodes enseignées par semaine passerait de 18 à 28. Pour les FCPES et les deux syndicats qui les soutiennent, ce projet réduira la qualité des prestations et il s'accompagnera d'un déclassé salarial. Selon les syndicats, les trois quarts des 24 fonctionnaires concernés verront leur salaire bloqué jusqu'à la retraite. Dans *Services publics*, le mensuel du SSP, une formatrice déplore un démantèlement du métier de FCPES. «La complémentarité entre les aspects enseignement, expertise et projets n'existerait plus. La réforme se traduirait par une perte de qualité pour les élèves. Le DIP veut en effet augmenter le nombre d'heures d'éducation sexuelle, mais sans engager de personnel supplémentaire. Un enseignant à plein-temps devrait intervenir sur une trentaine d'écoles. Ce serait de l'éducation sexuelle à la chaîne.» «L'ensemble des collègues a participé à la grève, c'est rare, c'est le signe qu'il y a un gros problème avec cette réforme, qui est menée sans aucune consultation. Nous demandons en vain depuis le mois de janvier l'ouverture de négociations», indique à *L'Événement syndical* Quentin Stauffer, secrétaire syndical du SSP Genève. Le personnel et les syndicats devaient décider au début de cette semaine, au moment du bouclage de ce numéro, de nouvelles actions. «Si aucune négociation n'est ouverte, nous sommes prêts à continuer avec des moments de grève ces prochaines semaines», prévient Quentin Stauffer. Le syndicaliste évoque un enjeu pour l'ensemble des services publics: «L'Etat licencie et réengage avec de nouvelles conditions, on connaît les dérives des congés-modifications dans le privé, il faut éviter que ces pratiques ne se mettent en place dans le public.» Le DIP est dirigé par la socialiste Anne Emery-Torracinta, qui fait déjà face à la contestation du personnel de l'Office médico-pédagogique à la suite du scandale des mauvais traitements au foyer pour jeunes autistes de Mancy. ■ JB

APPEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE PAIX, LIBERTÉ, SOLIDARITÉ!

La guerre frappe de nouveau en Europe. L'agression menée par la Russie et Vladimir Poutine contre l'Ukraine a signé le retour de la violence militaire d'un Etat contre un autre sur notre continent. Elle provoque la mort, la misère, l'insécurité. Elle a pour conséquence le déplacement forcé de très larges groupes de population. Elle détruit durablement la base vitale d'un peuple tout entier.

Ce qu'elle ne parvient pas à détruire, en revanche, c'est l'aspiration d'un peuple à s'autodéterminer. Les Ukrainiens et les Ukrainiennes ont choisi librement une voie pour leur pays, pour ses institutions et pour son développement économique. Elles et ils ont apporté une démonstration impressionnante de résistance et de ténacité face à une force d'agression et d'oppression largement plus puissante.

Comme toujours, il n'y a pas de guerre qui épargne la population. Les plus riches parviennent le plus souvent à se soustraire aux souffrances économiques et aux dangers du combat. Ce sont les travailleuses et les travailleurs ordinaires, et davantage encore les plus faibles et les plus démunis, qui paient le tribut principal à la guerre. C'est à toutes ces personnes que va notre soutien.

La paix est la condition pour pouvoir vivre dans la dignité. Faire taire les fusils et les bombes est – partout et toujours – le préalable à la coexistence apaisée entre les peuples. La course à l'armement n'est jamais une solution durable. Nous lui préférons des inves-

tissements dans la prévention des crises et dans la protection des droits humains.

La liberté des peuples à décider de leur organisation et de leur destin est la condition de l'exercice et de la défense des droits sociaux. L'autodétermination au sein d'institutions démocratiques est la condition pour pouvoir se battre pour son travail, pour un revenu correct et pour une vie digne: c'est ce que défendent les syndicalistes ukrainiens, mais aussi de courageuses personnes engagées en Russie. Et c'est ce que cherche à écraser l'oppression brutale, militaire et policière du Gouvernement russe.

Enfin, toute véritable solidarité entre les travailleuses et les travailleurs s'exerce au-delà des frontières et indépendamment des nationalités. Nous voulons que les réfugiés déplacés par la guerre trouvent en Suisse une terre d'accueil, et que notre pays apporte toutes les contributions possibles aux populations civiles frappées en Ukraine par les conséquences de la guerre. Quant aux pays voisins qui assument comme toujours l'essentiel de la prise en charge des personnes déplacées, il faut leur apporter un soutien matériel rapide et efficace.

La guerre confronte à l'horreur absolue des millions de femmes, d'hommes et d'enfants. Nous y répondons par un engagement sans réserve, en Suisse et sur le plan international.

Pour la paix, la liberté et la solidarité!



Le 1^{er} Mai, seul jour fêté sur l'ensemble de la planète

Comment ce jour est-il devenu la Fête des travailleurs et des travailleuses? Retour sur l'histoire de cette journée qui plonge ses racines dans le combat du mouvement ouvrier pour la journée de travail de 8 heures

Ewald Ackermann, USS

Y a-t-il seulement une autre fête qui soit célébrée dans le monde entier le même jour? Pas même le Nouvel-An qui ne tombe pas partout sur un 1^{er} janvier! Le seul jour de portée véritablement universelle qui réunisse les populations sous une forêt de drapeaux et de calicots est le 1^{er} Mai. Petit historique. Le mouvement ouvrier, qui prend de l'ampleur à la fin du XIX^e siècle, place la journée de 8 heures au centre de ses revendications. Les syndicats des Etats-Unis entendent faire aboutir cette revendication le 1^{er} mai 1886, car le 1^{er} mai est le jour où les ouvriers négocient leurs nouvelles conditions de travail. Ce 1^{er} mai-là, une grande grève dé-

bute à Chicago. Elle s'achèvera le 4 mai par un attentat dirigé contre la police et une bataille de rue. Au cours de la parodie de procès qui s'ensuit (le procureur Grimell: «Les ouvriers doivent être pourchassés comme des rats jusque dans leurs trous»), sept dirigeants du mouvement ouvrier sont condamnés à mort. Quatre subiront le châtiment suprême, un se suicidera dans sa prison, deux seront graciés et leur peine commuée en détention à vie. En 1893, les condamnés, premiers martyrs du mouvement ouvrier, seront réhabilités.

DÉCISION DU CONGRÈS SOCIALISTE

En Europe et en Australie également, le mouvement ouvrier gagne en importance. Il exige, là aussi, la journée de 8 heures. Mais cette revendication,

estiment les dirigeants du mouvement, doit être posée et adoptée au plan international. C'est pourquoi le Congrès socialiste international, qui se tient à Paris en 1889, proclame le 1^{er} mai jour de revendication des travailleurs et des travailleuses. Dans tous les pays, des manifestations seront organisées le 1^{er} mai 1890 pour demander l'introduction de la journée de 8 heures et l'amélioration de la protection des ouvriers et des ouvrières. La grève de Chicago a joué un rôle dans le choix de cette date, mais aussi la dimension symbolique du mois de mai considéré comme le mois du renouveau et de la fécondité.

LE 1^{er} MAI EN SUISSE

En Suisse, le 1^{er} Mai 1890 est fêté dans pas moins de 34 localités. A cette époque, l'Union syndicale suisse (USS) comptait à peine 5000 membres, le Parti socialiste suisse avait 9 mois d'existence. «Quelques milliers» de personnes ont probablement débrayé ce jour-là, la plupart à Berne. En début d'après-midi, on dénombre déjà 2000 manifestants qui défilent dans les rues de la Ville fédérale, sagement rangés derrière la bannière de leur syndicat. Dans la plupart des localités, les manifestations du soir connaissent une affluence encore plus grande. Les chiffres sur la participation à ces premières journées d'action revendicative sont parvenus jusqu'à nous grâce aux services du Ministère public de la Confédération, qui faisait espionner systématiquement les manifestations...

EN 1919: 50 000 MANIFESTANTS À ZÜRICH

En 1910, le 1^{er} Mai est célébré dans 96 localités suisses. La plus grande manifestation a lieu en 1919 à Zurich, où 50 000 personnes prennent part au défilé. L'histoire du 1^{er} Mai en Suisse – comme dans le reste du monde – se confond par la suite avec l'histoire de la gauche. Dans les années 1920 (mais pas seulement), la journée du 1^{er} Mai reflète les luttes idéologiques en son sein; elle se fera l'écho du combat antifasciste dans les années 1930, accompagnera l'intégration progressive du mouvement dans l'Etat bourgeois ou l'Etat imprégné des valeurs socialistes et syndicales à partir des mêmes années 30. Après 1968, les manifestations du 1^{er} Mai prendront une tournure plus colorée grâce aux innombrables divi-

sions de l'extrême gauche et aux mouvements qui s'en réclament, dont les militants et militantes devinrent pour une bonne part par la suite des permanents syndicaux, grâce aussi aux communautés étrangères vivant sur notre sol.

LES ANNÉES COVID: DES SOLUTIONS INVENTIVES

A situation exceptionnelle, moyens inédits: en 2020 et 2021, tout rassemblement d'importance est devenu in-

certain, voire impossible au fil des vagues de la pandémie de coronavirus. Les syndicats n'ont pas baissé les bras pour autant: ils ont démontré, avec leur base, qu'il était possible de mobiliser par des événements et des débats en ligne des milliers de personnes et d'envoyer un signal fort même sans faire défiler de cortèges dans la rue. ■

LE 1^{er} MAI EN SUISSE ROMANDE: PROGRAMME PARTIEL

Les programmes du 1^{er} Mai dans plusieurs cantons romands sont encore en cours de préparation. Voici ce qui est d'ores et déjà prévu à Fribourg, Genève, Fleurier et Vaud.

FRIBOURG – SAMEDI 30 AVRIL Travailler jusqu'au tombeau?

65 ans, c'est toujours NON!
Dès 12h Manifestation à la place Georges-Python.
14h Cortège.

GENÈVE – DIMANCHE 1^{er} MAI

Contre les régressions sociales et la guerre. Toutes et tous solidaires!

14h Départ de la manifestation, place Lise-Girardin.
16h30 Fête à la salle communale de Plainpalais avec discours, concerts, village syndical et militant, bars et restauration.

FLEURIER – DIMANCHE 1^{er} MAI

Fête à la place de la Gare et au jardin public*
11h Accueil et apéritif.

11h30 Partie officielle avec Mathias Bobillier, militant du POP et des jeunes POP, Martine Docourt, co-présidente des Femmes socialistes suisses, membre du CD du PSS et députée et Menekse K., militant Unia.

12h30 Repas offert: soupe aux pois ou à l'avoine et pain – pâtisserie. Cantine de boissons, thé et café, prix libres, tirelire.

12h30 Musique avec Rubén Dominguez, guitare et chansons latino-américaines, et L'Autre et ses musiciens, chansons françaises inédites.

* Salle Unia en cas de mauvais temps.

LAUSANNE – DIMANCHE 1^{er} MAI

10h30 Rassemblement à la place de la Riponne (lieu à confirmer).
11h Départ du cortège.

11h45 Passage du cortège à la gare.

12h30 Arrivée au Casino de Montbenon. Stands pour le repas.

13h30-16h Animations.

Yverdon, Nyon, Vevey, vallée de Joux: départs en train ou en bus pour rallier la manifestation à Lausanne (voir sur vaud.unia.ch).



La journée de huit heures, promise par le journal satirique «Der Neue Postillon» en 1905.